



CONSEIL NATIONAL DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GUINEENNE MAISON DU CITOYEN

DÉCLARATION SUR LES DÉFIS DE L'HEURE

Le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG), fidèle à sa mission de veille citoyenne, de plaidoyer et d'accompagnement des politiques publiques, suit avec vigilance et sens de responsabilité l'actualité nationale.

Le CNOSCG salue les avancées enregistrées dans le processus de retour à l'ordre constitutionnel, depuis l'adoption de la nouvelle Constitution jusqu'à l'organisation des élections présidentielle, législatives et communales, ainsi que la mise en place du nouveau Gouvernement. Ces étapes traduisent une progression significative vers l'achèvement total de la transition et témoignent de la maturité démocratique du peuple guinéen.

Toutefois, pour renforcer la crédibilité de la Cinquième République, ces acquis institutionnels doivent être consolidés par une gouvernance inclusive, respectueuse des principes constitutionnels, de l'État de droit et de la participation citoyenne. C'est dans un esprit de dialogue constructif et de contribution à l'intérêt général que le CNOSCG appelle respectueusement l'attention du nouveau Gouvernement sur les défis suivants :

- 1. Le rétrécissement de l'espace civique :** Le CNOSCG exprime sa préoccupation face aux contraintes liées aux libertés d'association, notamment les difficultés d'octroi et de renouvellement des agréments des OSC. Il rappelle que la participation citoyenne constitue un pilier essentiel de toute gouvernance démocratique. Conformément à la Constitution et aux engagements internationaux de la Guinée, un espace civique ouvert est un facteur de stabilité, de cohésion sociale, de développement national et de crédibilité des institutions publiques. À cet effet, le CNOSCG encourage le nouveau Gouvernement à poursuivre les efforts visant à renforcer l'espace civique ;
- 2. La gouvernance et la lutte contre la corruption :** malgré les réformes courageuses engagées pour lutter contre la corruption et les autres infractions financières, le renforcement de la transparence et de la redevabilité demeure un impératif pour consolider les acquis de la gouvernance actuelle. Le CNOSCG plaide pour une gestion transparente, responsable et redevable des ressources en générale publiques et minières en particulier, condition essentielle d'une prospérité véritablement partagée ;
- 3. La cohésion nationale et le dialogue inclusif :** La consolidation de la paix et de la stabilité durable exige un dialogue inclusif et permanent fondé sur l'écoute mutuelle. Le CNOSCG encourage la poursuite des initiatives favorisant la réconciliation nationale, la confiance entre les acteurs et le renforcement de l'unité nationale dans le respect des valeurs républicaines ;



4. **La recrudescence des violences basées sur le genre (VBG)** : face à leur ampleur dans nos communautés, le CNOSCG exhorte le Gouvernement à faire de la prévention, la prise en charge des survivantes et la sanction des auteurs une priorité nationale, au même titre que la protection des couches vulnérables, notamment les femmes, les filles, les personnes handicapées et la jeunesse.

Le CNOSCG demeure convaincu qu'il ne saurait exister de démocratie stable sans un dialogue permanent et institutionnalisé entre l'État et la société civile. Il réaffirme son engagement à accompagner les autorités avec responsabilité et exigence, en veillant au respect des principes ici rappelés, pour une Guinée de droit, réconciliée, inclusive et prospère.

Conakry, le 31 juillet 2026

Le Président du CNOSCG



Gabriel HABA

